

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/10698
14 juin 1972
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 13 JUIN 1972, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE
PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA REPUBLIQUE ARABE SYRIENNE AUPRES DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la campagne préméditée d'escalade qu'Israël est en train de monter pour justifier une intervention militaire contre les Etats arabes. Après avoir mené une campagne enragée contre l'Egypte et le Liban, Israël, fidèle à la tactique de diversion qui lui est habituelle, s'en prend maintenant à la Syrie, en quête d'excuses fallacieuses pour justifier le militarisme de ses dirigeants.

Le 12 juin 1972, M. Israel Galilee, ministre d'Etat, a fait la déclaration suivante devant le Parlement : "Israël ne restera pas les bras croisés devant la persécution des Juifs en Syrie. Nous les sauverons par une action méthodique et hardie". Il ajoutait qu'"Israël s'abstiendra de toute action qui risquerait de mettre leur vie en danger". Et il poursuivait : "Rien ne justifie que l'on viole les droits fondamentaux des Juifs en Syrie et qu'on les garde en otages en raison de la crise du Moyen-Orient. Israël se sent le devoir d'agir de manière extrêmement efficace et décisive pour prévenir la persécution des Juifs où que ce soit dans le monde". Il a invité les Juifs de Syrie à émigrer en Israël et a déclaré à leur adresse : "Israël vous considère comme un élément inséparable de son propre peuple". Il a allégué que "les Juifs de Syrie sont maintenus dans des quartiers réservés et ont l'obligation de porter des cartes d'identité spéciales". "Il y a", a-t-il déclaré, "quatre Juifs actuellement emprisonnés en Syrie", ajoutant que les autorités syriennes en avaient relâché "18 autres qui avaient été emprisonnés sans jugement" et que la Syrie avait agi de la sorte "sous la pression de l'opinion publique mondiale".

Il convient de noter, en premier lieu, que cette campagne de dénigrement contre la Syrie, qui a commencé il y a deux ans, est à replacer dans la campagne sioniste mondiale qui cherche à amener les Juifs du monde entier à quitter leur pays d'origine et à émigrer en Israël. La preuve en est que la question de l'appel à l'immigration lancé aux Juifs du monde entier s'est située au coeur des débats du vingt-huitième Congrès sioniste, qui s'est tenu à Jérusalem du 18 au 28 janvier 1972. Différentes raisons ont été avancées pour justifier une telle immigration. Les Juifs du monde arabe, plus spécialement ceux de Syrie aujourd'hui, ceux de l'Union soviétique et de l'Europe de l'Est doivent émigrer sous prétexte

qu'ils sont en butte aux persécutions et à l'antisémitisme. Les Juifs des Etats-Unis et d'Europe occidentale doivent faire de même en raison de "la vague d'assimilation qui sape toutes les communautés juives" ... "Les Juifs d'Amérique du Sud doivent partir pour Israël avant qu'il ne soit trop tard, étant donné que, face aux bouleversements sociaux et économiques que connaît actuellement le continent sud-américain, aucun Juif lucide ne peut nier que la solution sioniste est la seule issue pour les 800 000 Juifs qui sont établis là-bas" (Israel Digest, 28 janvier 1972, p. 2).

Dans une allocution devant le Congrès, M. Ben Gourion, le "prophète en armes", qui est lui-même, de son propre aveu, un immigrant clandestin (voir The Jews in their Own Land, p. 315), a déclaré solennellement : "La majorité du peuple juif doit venir s'établir en Israël. Il nous faut 5 ou 6 millions de Juifs de plus". Il apparaît donc clairement que les diverses raisons avancées pour inviter tous les Juifs du monde à immigrer convergent vers un même but : une campagne mondiale en faveur de l'immigration juive en Israël, qui est en fait, comme cela a toujours été depuis la naissance de la trop fameuse doctrine sioniste, une mobilisation militaire dont les objectifs ne peuvent être atteints que par la colonisation des territoires arabes occupés et par une expansion ultérieure. Bref, c'est la poursuite de la conquête par le moyen de l'immigration.

Le Congrès a adopté un certain nombre de résolutions portant notamment sur l'immigration (aliya) et l'assimilation. En voici quelques exemples :

"1. L'aliya en tant qu'activité centrale du mouvement sioniste

Etant donné que l'aliya est la quintessence du mouvement sioniste, le Congrès déclare que susciter une conscience d'immigration dans les masses juives de la diaspora doit être la tâche centrale du mouvement sioniste.

...

3. Encouragement de l'émigration en Israël

- a) Il est demandé aux membres et aux dirigeants du mouvement sioniste d'utiliser tous les moyens dont ils disposent en vue d'encourager, dans leurs communautés, tant à l'heure actuelle qu'à l'avenir, l'émigration en Israël (aliya), grâce en particulier à l'intensification et à l'extension de l'éducation juive."

En ce qui concerne les accusations dénuées de tout fondement qui ont été proférées à l'égard de la situation des Juifs en Syrie, il est clair qu'Israël Galilee, sioniste désespéré et névrosé, s'arroge le droit de se mêler des affaires internes des autres Etats ainsi que celui de parler au nom des communautés juives du monde entier, alors que ces droits lui sont déniés tant sur le plan juridique que sur celui des réalités. Tous les habitants de la Syrie sont essentiellement définis par leur nationalité et leur allégeance à leur pays, et non pas par leur allégeance à une religion ou à une autre.

/...

C'est une imposture que de dire qu'il existe en Syrie des cartes d'identité spéciales pour les Juifs. Au regard du droit civil, c'est-à-dire en ce qui concerne les affaires ayant trait aux personnes et qui relèvent des tribunaux communaux, tous les citoyens syriens possèdent des cartes d'identité qui précisent leurs croyances religieuses. En Israël, les Arabes, qui ne sont que des citoyens de troisième classe, venant après les Juifs orientaux, et qui vivent sous un régime militaire, se voient attribuer des chiffres spéciaux sur leur carte d'identité pour les identifier comme Arabes.

Galilee parle en outre d'un quartier juif de Damas, bien qu'il sache parfaitement qu'il existe un quartier maghrébin pour les musulmans nord-africains analogue au quartier maghrébin de Jérusalem rasé par les occupants sionistes. Damas, qui est la plus vieille ville habitée du monde, a été, de tous temps, un centre où les groupes nationaux venant de toutes les parties du monde se sont installés et ont vécu en paix et en harmonie. Paradoxalement, c'est le terroriste Galilee, un des organisateurs du massacre de l'hôtel du roi David à Jérusalem, "au cours duquel plus de 100 personnes ont été tuées ou blessées", y compris "15 civils juifs" (c'est moi qui souligne) (Menachem Begin, The Revolt, Story of the Irgun, p. 220), qui parle de quatre Juifs syriens emprisonnés en Syrie mais qui oublie que 4 000 Arabes pourrissent dans les prisons israéliennes, ainsi qu'il ressort de maints documents internationaux dont dispose l'Organisation des Nations Unies. M. Galilee ne sait-il donc pas que la résolution 3 (XXVIII) de la Commission des droits de l'homme, en date du 22 mars 1972, après avoir énuméré les atrocités commises par Israël dans les territoires occupés, déclare au paragraphe 7 :

"Considère que les graves violations de la quatrième Convention de Genève commises par Israël dans les territoires arabes occupés constituent des crimes de guerre et un affront à l'humanité" (c'est moi qui souligne).

Galilee ne sait-il pas que par plus de 16 fois, entre 1967 et aujourd'hui, l'Assemblée générale et certains de ses principaux organes et commissions ont condamné les violations flagrantes des droits de l'homme des Arabes commises par Israël.

La Syrie est un pays ouvert où se sont rendus des journalistes étrangers. Ceux-ci sont venus des Etats-Unis, de France, d'Angleterre, de Belgique, et ils ont publié de nombreux articles sur la situation des Juifs en Syrie qui anéantissent toutes les noires accusations d'Israël Galilee et de ses semblables, tant à l'intérieur qu'en dehors d'Israël. Parmi ces articles, je me réfère en particulier aux suivants :

- 1) La Tribune des Nations (Paris), 7 mai 1971, "Les Juifs de Damas", Pierre Démeron.
- 2) The Christian Science Monitor (Boston), 27 novembre 1971, "How Do Jews Fare in Syria?", John Cooley.
- 3) La Libre Belgique (Bruxelles), 27 décembre 1971, "Chez les Juifs de Damas", Robert Vandussen.
- 4) The New York Times (New York), 4 février 1972, "Leader of Damascus Jews Hopeful, Says Plight is Exaggerated".

Ces articles, annexés à la présente, ont déjà été communiqués à la Commission des droits de l'homme le 28 février 1972.

Il est de mon devoir, Monsieur le Président, de souligner qu'Israël et ses dirigeants, résolus à poursuivre leur agression, ne cherchent qu'un prétexte pour justifier la guerre ouverte.

D'ordre de mon gouvernement, je vous demande de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et son annexe comme documents officiels du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent,
(Signé) George J. TOMEH

ANNEXE

LES JUIFS DE DAMAS

par Pierre Démeron

Les juifs de Damas forment la majeure partie de la communauté juive de Syrie. Ils sont deux mille sept cents dans la capitale, contre mille trois cents à Alep, quatre cent cinquante à Kamichlie dans le nord-est du pays. Ils habitent ce que l'on appelait dans le temps le "Haret el Jehud", "le quartier juif", qui jouxte "le quartier chrétien" ou "kurde" de Damas, la population y est mêlée. On m'a montré une maison dont le premier étage était habité par une famille chrétienne, le deuxième par une famille musulmane, le troisième par une famille juive et ce n'était pas une exception. Il s'agit en fait d'une appellation historique tombée en désuétude du fait de la diminution du nombre des juifs dans le quartier et de la venue d'autres éléments, notamment de Palestiniens. Le chauffeur de taxi ignorait d'ailleurs où il se trouvait, il a fallu que je lui précise "près de Bab Charqui". "Si nous habitons de préférence ce quartier, m'a expliqué le chef de la communauté juive, Selim Totah, c'est parce que nous y avons nos synagogues - une douzaine - sans parler des oratoires privés, nos écoles et surtout nos boutiques casher, mais certains d'entre nous habitent d'autres quartiers où beaucoup ont leurs commerces".

Dans le reste de la ville, il est facile de repérer les magasins juifs, comme, aussi bien les magasins chrétiens ou les magasins musulmans : les premiers sont fermés le samedi, le jour du Sabbat, les seconds le dimanche, les autres le vendredi qui est ici le jour de repos officiel. J'en ai vu plusieurs dans le quartier moderne, tout près de l'hôtel Omneyade notamment, parmi les plus luxueux : des chemisiers, des tailleurs, des orfèvres, des bijoutiers, des parfumeurs, des pharmaciens. "Nous sommes mieux considérés que les autres parce que nous sommes loyaux dans nos paiements" m'a dit, fièrement, Selim Totah qui est lui-même un ancien commissionnaire au Souk Hamadiyé. Mais il y a aussi des avocats juifs (cinq), des médecins (vingt), des dentistes (huit), des pharmaciens (quinze) qui exercent sans problèmes.

Un conseil communal

La communauté juive de Damas est dirigée par un conseil communal de sept membres présidé par Selim Totah qui habite une de ces vieilles et nobles maisons de Damas, à patio et à diwans ornés de fontaines et fleuris d'orangers, comme il en reste tant dans la capitale syrienne. En font partie Ibrahim Hamra, le jeune rabbin au sourire mélancolique qui dirige l'école Ben Maïmoun, plusieurs marchands de tissus, un médecin, le docteur Nessim Hasbani, et un tailleur. Le conseil communal gère le dispensaire de la rue Amin, l'aide aux pauvres et surtout les deux écoles qui dépendent de la communauté mais dispensent, comme toutes les écoles syriennes depuis la nationalisation de l'enseignement en 1967, les programmes officiels. Chacun a deux directeurs qui partagent le même bureau, l'un nommé par le conseil communal,

l'autre par le ministère. L'école de l'Alliance, qui dépend de l'Alliance israélite universelle de Paris, est installée dans un monument classé historique : l'ancienne maison aux somptuosités un peu fanées d'une famille juive très riche, les Lisbonne. On trouverait difficilement cadre plus charmant pour une école. Quatre cent quarante-cinq enfants, dont trois cent soixante seulement sont israélites, les autres étant musulmans et chrétiens (dont une trentaine d'origine palestinienne) la fréquentent. Pour la plupart, ils sont vêtus de petits tabliers crème, avec pour les filles un col blanc et un noeud dans les cheveux. L'une des petites filles avec son nez droit, ses cheveux tirés et ses taches de rousseur, ressemble étonnamment à un Vermeer.

Dans une classe, un jeune professeur à moustaches, musulman, en roulant les "r" explique un texte français qui raconte les efforts d'une grosse fourmi pour soulever un fardeau plus lourd qu'elle. "Selma, le contraire de lourd?" Selma, timide, murmure imperceptiblement "léger". A l'école de l'Alliance, les élèves font leur classe de la première à la sixième (en France, on dirait de la douzième à la sixième). Après quoi ils passent à l'école Ben Maimoun, le cours moyen qui possède une synagogue blanche et où les enfants, trois fois par jour, font la prière et suivent les cours d'instruction religieuse dont naturellement les non-juifs sont dispensés.

Outre les matières habituelles, on y enseigne l'hébreu, nécessaire à la lecture des livres saints. Sur vingt-deux professeurs, deux seulement sont musulmans qui enseignent les lettres arabes aux trois cent quatre-vingt-huit garçons et filles dont une dizaine de chrétiens et de musulmans qui sont, là aussi, parfois d'origine palestinienne. J'ai demandé au jeune rabbin Ibrahim Hamra s'il n'y avait jamais, comme dans toutes les écoles du monde, des querelles entre enfants d'origines différentes. "Il n'y a jamais eu de disputes entre enfants chrétiens et musulmans et juifs en tant que tels; mais naturellement il a pu se produire que les deux enfants qui se querellaient étaient, l'un musulman ou chrétien et l'autre juif".

Pour l'instant, hurlant de joie, ils se bousculent pour ne pas échapper à la caméra. Joyeux, bien vêtus, bien nourris, ils ne ressemblent pas à leurs petits compatriotes réfugiés du Golan que nous avons filmés, nerveux, maigres en train de jouer dans la poussière du camp de réfugiés... Dans un instant, sagement en rangs et dans un garde-à-vous approximatif, comme chaque jour, ils salueront le lever du drapeau noir blanc rouge frappé de trois étoiles vertes, du cri de la devise de la Syrie baassiste : "Liberté, Unité, Socialisme", tandis qu'un électrophone diffuse l'hymne national au disque usé...

Des étudiants tranquilles

A Ben Maimoun, les écoliers font leur septième, leur huitième et leur neuvième et passent leur brevet. Pour préparer le bac, ils iront au lycée. Il y a actuellement une cinquantaine de lycéens juifs dans les lycées de Damas. Après c'est l'université dont une trentaine d'étudiants juifs suivent les cours : quatre en pharmacie, quatorze en médecine, un en lettres arabes, trois en lettres françaises, deux à l'école d'agriculture, quatre à l'école dentaire, deux en sciences. Fait à noter, l'école de l'Alliance comme l'école Ben Maimoun sont financées, la première

par l'Alliance israélite universelle de Paris qui lui envoie soixante-dix mille livres syriennes par mois, l'autre par la communauté juive syrienne de New York qui envoie mille quatre cents dollars pour l'école et deux mille deux cent cinquante pour les oeuvres communales. Ce ne sont pas les deux seules écoles juives de Syrie : à Alep il y en a une autre, l'école Samawal qui mène jusqu'au brevet et, à Kamichlie, une quatrième qui dispense l'enseignement primaire et secondaire.

Au cours de mes différents voyages, après avoir été la première fois accompagné par un fonctionnaire, j'ai pu, ensuite, multiplier les contacts en toute liberté. J'ai été invité à une circoncision, à un mariage. J'ai été à l'improviste aux offices du Sabbat dans les différentes synagogues. J'ai été rendre visite au grand rabbin Nassim Andbo à la barbe prophétique. On le dit centenaire. Il est très content de la nouvelle génération, il déplore seulement l'intérêt qu'elle montre pour la conquête de la lune... J'ai longuement parlé avec Selim Totah, le chef du conseil communal au profil d'aigle déplumé. J'ai rencontré de nombreux étudiants : Cily Ftaiha, licenciée en droit qui poursuit des études de lettres françaises en même temps qu'elle enseigne à l'école Ben Maïmoun et son frère Zaki qui est en troisième année de médecine, David Kabarity, en deuxième année de commerce.

Il y a un mois et demi, pour me remercier d'avoir fait projeter à l'école le film que j'y avais tourné, le conseil communal m'a invité à découvrir la cuisine juive en sa compagnie, dans le parloir de l'école Ben Maïmoun... J'ai eu tout loisir de constater qu'ils menaient une vie paisible et que leur situation physique et matérielle était aussi bonne que possible dans un pays en guerre et occupé et que "leur sort est infiniment meilleur, moralement et matériellement que celui de leurs compatriotes réfugiés du Golan ou des Palestiniens", comme me l'avait affirmé un haut fonctionnaire qui connaît bien leurs problèmes. "Eux n'ont souffert ni dans leur chair ni dans leurs biens. Ils n'ont jamais connu, eux, les couvre-feux incessants et interminables, les perquisitions brutales, les dynamitages de maisons, les expulsions, les spoliations comme les arabes de Gaza ou de Jérusalem et des autres territoires occupés. Ce sont des Syriens comme les autres et qui supportent infiniment moins que beaucoup d'entre eux le poids de la guerre que nous sommes contraints de mener contre l'impérialisme et le sionisme".

La question palestinienne

"Il y a plus de six millions de Syriens dont cent mille réfugiés du Golan, deux cent cinquante mille réfugiés palestiniens, des enfants sont morts de froid pendant l'hiver 1970 au camp de Barzé, mais les seuls du sort desquels l'Occident se préoccupe ce sont les quatre mille juifs qui vivent, comme vous le voyez, aussi paisiblement que possible!" Mon interlocuteur est indigné. "La première erreur, quand on aborde ce problème, à moins que ce ne soit une malhonnêteté ou une manifestation de racisme - le sort des juifs serait-il plus important que le sort des autres éléments de la population? - c'est de séparer le sort des juifs de Syrie du sort des populations de la région éprouvées par le conflit depuis l'implantation d'Israël en Palestine. Les Syriens de confession juive sont victimes du sionisme comme nous tous mais leur vie aura été beaucoup moins perturbée que la vie de beaucoup d'entre nous par des agressions".

"Des Syriens comme les autres?" C'est aussi ce que m'a dit le général Hafez el Assad, président de la République. C'est ce que tout le monde vous dit en Syrie, juifs compris. Dans cette constante affirmation, il faut voir plus la nostalgie d'un proche passé et un espoir pour l'avenir qu'une réalité dans le présent.

"Des Syriens comme les autres", c'est ce que les juifs de Syrie ont été, c'est ce qu'ils seront, c'est ce qu'ils sont aujourd'hui en principe, ce n'est plus tout à fait ce qu'ils sont en fait, mais uniquement à cause de l'existence de l'Etat d'Israël, par la faute du sionisme, m'explique un grand bourgeois de Damas.

"De tous les juifs du monde, en particulier des juifs des pays arabes, les sionistes ont la prétention de faire des Israéliens en puissance. En attendant, ils en font des suspects, un peu partout dans le monde, et à plus forte raison dans un pays comme le nôtre, en guerre et occupé par les Israéliens dont les blindés sont à 50 km de Damas. Dans quel pays en guerre avec Israël les juifs du pays ne seraient-ils pas par la faute du sionisme soupçonnés d'une double allégeance?"

Et nos juifs ont des parents émigrés dont certains sont installés en Israël, soldats parfois, dans l'armée d'Israël, avec qui ils restent en rapport par des voies compliquées et indirectes. Le fait est que des lettres venues du Mexique ou des U.S.A. proviennent en fait d'Israël. Des amis sûrs servent de boîte aux lettres. Pour y répondre, il suffit de confier la lettre à un ami sûr ou à un étranger qui la postera de Beyrouth ou d'ailleurs. Sans parler de la radio d'Israël qu'ils peuvent écouter et qui ne manque sans doute pas de les influencer.

D'où la surveillance discrète que les services de renseignements exercent sur les étrangers qui se promènent dans le quartier juif.

D'où les mesures particulières prises à l'égard des juifs, inévitables du fait de la guerre, mais vraiment bénignes si l'on songe au sort des Palestiniens, des réfugiés du Golan ou même simplement des arabes d'Israël, "car les arabes d'Israël aussi, du seul fait qu'ils sont arabes, sont suspects aux yeux des Israéliens en Palestine comme dans les autres territoires occupés. Lisez le livre de Sabri Gerjes, un arabe israélien, sur la situation des arabes 'israéliens'. Vous verrez toutes les lois d'exception, certaines datant du mandat britannique, qui permettent de les spolier légalement, de les arrêter, de les maintenir en prison arbitrairement et qui font d'eux des citoyens de troisième catégorie, ceux de la deuxième étant les juifs originaires des pays arabes..." m'explique un Palestinien.

La plus importante de ces mesures c'est la nécessité pour les juifs syriens quand ils veulent voyager à travers le pays, de passer d'un mohafazat dans l'autre, de demander une autorisation. Les juifs de Damas par exemple ne peuvent aller sur la route de Beyrouth au-delà des guinguettes à quelques kilomètres de la ville, où il faut si bon boire l'arak national.

"Dès que nous demandons l'autorisation, nous l'avons, m'explique Selim Totah le chef de la communauté. Ce n'est pas une mesure pour nous brimer mais plutôt pour nous protéger."

"C'est vrai que dans un pays où il y a plusieurs centaines de milliers de victimes du sionisme dont beaucoup sont en armes et militent dans les organisations de résistance, certains risqueraient de ne pas faire la différence entre juifs et sionistes, si nécessaire et si difficile à établir" ... me confirme un des dirigeants du Centre d'études palestiniennes de Damas. "Nous savons trop que pour l'opinion publique occidentale qui a laissé massacrer 6 millions de juifs pendant la guerre, le sang d'un juif est devenu beaucoup plus précieux que le sang d'un arabe pour ne pas prendre les mesures qui s'imposent pour protéger nos compatriotes de confession israélite. Que ce soit en juin 1967 où, lors de toute autre crise, il n'y a jamais eu d'incidents graves grâce à ces mesures. Lors de l'attentat contre la mosquée El Aqsa, par exemple, il n'y eut aucun début de 'ratonnades' comme il y en eut à Jérusalem contre les arabes à l'occasion de certains attentats de la résistance. Et en Israël aussi, comme dans les territoires occupés, les arabes sont soumis, entre autres, à des limitations de circuler sans parler des couvre-feux incessants". J'avais entendu dire que les cartes d'identité des juifs de Syrie étaient frappées en travers du mot juif en rouge. Une affirmation bien propre à rappeler aux Européens le temps des étoiles jaunées.

J'ai demandé à plusieurs amis syriens israélites de me montrer leur carte comme à un ami syrien grec orthodoxe. C'étaient les mêmes, sur toutes, il y avait, entre autres renseignements, notification de la religion chrétienne, musulmane, israélite. C'était déjà comme cela au temps du Mandat. Sur l'une de celles que j'ai vues, la mention de la religion - israélite - à la différence du reste, était écrite à l'encre rouge. "Toutes les polices du monde utilisent l'encre rouge pour signaler au premier coup d'oeil au fonctionnaire qui l'examinera que le possesseur de la carte est l'objet d'une surveillance ou d'une protection particulière. Nous sommes en guerre. Et nous tenons à l'oeil un certain nombre de nos concitoyens juifs, chrétiens ou musulmans que nous avons de bonnes raisons de suspecter. Dans le combat que nous menons contre le sous-développement et l'impérialisme, nous avons beaucoup d'adversaires qui ne sont pas tous à l'extérieur... Cela dit, tant qu'ils n'entreprennent rien, nous ne les inquiétons pas. L'affaire Kohen nous a servi de leçon, mais il n'y a pas chez nous de camp dans le désert, comme dans le Sinai occupé..."

Autre mesure : les Syriens de religion juive en âge de porter les armes en sont dispensés, non par la loi, mais en fait. On oublie de les appeler sous les drapeaux... Ce qui contente à la vérité tout le monde et qui évite de les mettre dans la situation fâcheuse d'avoir à tirer sur un cousin ou sur un frère. Car tous les jeunes juifs de Damas ne sont sans doute pas de l'avis d'Albert Nasiri, le jeune pharmacien fils du propriétaire du plus grand bazar de Damas, le bazar "Ommeyade" qui proclame "mon cousin et mon frère, ce sont pas ceux qui veulent envahir ma patrie, ce sont ceux qui habitent ces quartiers où j'ai passé mon enfance. Les relations entre les hommes aujourd'hui ne doivent plus s'établir sur une base religieuse ou sur la parenté du sang. Le Vietnamiens révolutionnaire est obligé de tuer les Vietnamiens à la solde des Etats-Unis. Nous sommes dans la même situation".

La politique d'Hafez el Assad

A mon premier voyage, je me rappelle en effet avoir longuement parlé avec un étudiant juif. Après s'être plaint, sans rien dramatiser, d'ailleurs, des mesures que j'ai dites, il finit la liste de ses griefs en gémissant "et on nous a mis des Palestiniens dans notre quartier...".

Un instant interloqué, je lui fis remarquer que sans aucun doute les Palestiniens préféreraient être chez eux plutôt que dans "son" quartier et que d'ailleurs ils y étaient mieux que dans les camps de toile ou entassés dans des cubes de béton aux toits de tôle ondulée, brûlants en été, glaciaux en hiver. Et qu'à côté des petites misères qu'il venait de m'énumérer, les souffrances des populations déplacées victimes de la guerre me paraissaient autrement plus graves.

"Peut-être, me répond-il, mais quand on souffre on ne s'occupe pas de la souffrance des autres". Tout le problème est là...

Alors la solution est-elle de laisser partir ceux qui en ont envie comme les 20 379 Syriens d'origine juive qui sont partis de Syrie depuis l'indépendance jusqu'à la veille de 1967? "Vous oubliez que nous sommes en guerre et occupés, me dit le colonel Ghazi Abou Akel. Un pays en guerre ne favorise guère les voyages de ses ressortissants à l'étranger sauf pour des raisons valables. Aucun citoyen syrien, quelle que soit sa religion ne sort du pays sans raison sérieuse. Là encore nos compatriotes juifs sont soumis à la loi commune. Certains d'entre eux, d'ailleurs, pour des raisons de santé, par exemple, ont pu se rendre à l'étranger" (Selim Totah notamment me l'a confirmé). "De plus nous savons quelle pression le sionisme fait peser sur la diaspora et quelle aide il en tire. Vous ne voudriez tout de même pas que nous alimentions nous-mêmes le potentiel humain et financier du sionisme - notre adversaire est déjà assez fort et assez riche comme cela - que nous lui fournissions des hommes pour occuper plus solidement les terres et les maisons arabes! D'ailleurs, ajoute le colonel, à voir comment les juifs d'origine arabe sont traités en Israël, ils sont, malgré les contraintes de la guerre, beaucoup mieux ici. Si les sionistes se donnent tant de mal pour persuader le monde que les juifs des pays arabes sont des martyrs et qu'ils ne rêvent que de s'installer en Israël, c'est sans doute pour faire oublier que les millions de juifs des Etats-Unis et d'Europe occidentale qui, eux, sont libres de s'y installer, préfèrent rester chez eux. Et pour faire oublier aussi la façon dont ils traitent les juifs orientaux qui en sont réduits à jouer les Panthères noires! Pourquoi, au fait, n'existe-t-il pas chez vous une 'Association pour la délivrance des juifs originaires des pays arabes d'Israël'?"

Comme tous les autres Syriens, les juifs ont fondé beaucoup d'espoir sur le changement d'équipe au pouvoir. Ils ont participé aux manifestations en faveur du général Hafez el Assad. On a pu voir à la télévision des banderoles affirmant leur soutien au général à qui ils avaient d'ailleurs, dès sa prise du pouvoir, envoyé un télégramme de félicitation et d'appui. Selim Totah m'a dit aussi que le conseil communal avait demandé une audience mais qu'il n'avait pas encore reçu de réponse. "Il faut dire qu'en quatre mois le général Hafez el Assad n'a pas perdu son temps". Quelques jours après d'ailleurs, le nouveau chef de l'Etat me disait :

"Je m'apprête à recevoir une délégation de citoyens juifs pour écouter leurs doléances comme j'ai écouté celles des autres catégories de citoyens. La lutte que nous menons, nous la menons pour la libération de tous les arabes de Palestine, qu'ils soient musulmans, chrétiens ou juifs".

Une façon de plus de rappeler à ceux qui veulent l'ignorer que dans ce Proche-Orient déchiré depuis vingt ans par la guerre, aucune population n'est à privilégier par rapport aux autres, que le sort des uns est inséparable du sort des autres et qu'il n'y aura de juste paix au Proche-Orient que dans le respect des droits de tous, à commencer par ceux qui ont été les plus ignorés et bafoués : les droits du peuple arabe de Palestine.

"La Tribune des Nations, 7-5-71."

Communiqué remis à l'A.F.P. le 19 octobre 1971

A la suite d'une information donnée par la Conférence internationale pour la délivrance des juifs au Proche-Orient, affirmant que douze jeunes Syriens d'origine juive seraient détenus en Syrie pour avoir voulu quitter leur pays, le Mouvement international de lutte antiraciste (16, rue Augereau, Paris 7e) demande à M. Alain Pobar que lui soit communiquée l'identité des intéressés, ainsi que toutes les précisions concernant la situation d'autres juifs qui seraient arrêtés dans ce pays. Le Mouvement international de lutte antiraciste se chargera de faire une enquête et éventuellement enverra une délégation de son bureau à Damas, pour faire la lumière sur ces faits, qui semblent surtout relever de la propagande visant à nuire aux Etats arabes.

LES CONDITIONS DE VIE DES JUIFS EN SYRIE

par John K. Cooley

Correspondant du Christian Science Monitor

Damas (Syrie)

"Comme vous pouvez le constater", dit Selim Totah, président de la communauté juive de Damas, "les juifs syriens vivent mieux que beaucoup d'autres habitants de ce pays".

Il est impossible de distinguer le quartier juif de Damas, situé à proximité de la "rue dite droite" de la tradition biblique, du reste d'un secteur plus large de la partie ancienne de Damas, appelée "quartier chrétien". Pour le trouver, le visiteur a besoin d'un guide.

M. Totah a été interviewé dans le bureau de l'une des deux écoles de la communauté juive, l'une une école primaire qui reçoit un appui de l'Alliance israélite universelle de Paris, l'autre l'école secondaire Ben Maïmoun, qui bénéficie de l'aide des juifs syriens de New York.

Célibataire et ancien commerçant des souks, ou marché couvert, d'Hamidiyeh, M. Totah habite une de ces anciennes villas entourées de jardins pour lesquelles Damas était autrefois célèbre. C'est un homme affable et bienveillant qui a un sens de l'humour très développé.

"Personne n'est plus militant que moi" dit-il cependant "lorsqu'il s'agit de frapper à la porte de quelque ministre syrien et de défendre les droits de ma communauté".

Restrictions à la liberté de déplacement

M. Totah et le rabbin Ibrahim Hamra, que j'ai d'abord pris pour un fonctionnaire du Ministère syrien des affaires étrangères - ses cheveux étaient coupés à l'occidentale et son costume et son manteau étaient de modèle américain - ont tous les deux reconnu que les juifs syriens ne sont pas libres de se déplacer sans aucune restriction.

Ils ne sont cependant pas confinés, comme l'ont prétendu certains groupes israéliens et sionistes à l'étranger, dans un rayon de quelques kilomètres autour de leur domicile.

Comme quelques Syriens musulmans et chrétiens, ils ont néanmoins besoin d'une autorisation pour se rendre, hors de Damas, d'un district dans un autre.

"Le plus souvent, cette autorisation est délivrée sur le champ, et presque toujours, dans les 24 ou 48 heures" dit M. Totah. "Cette mesure ne vise pas à nous gêner, mais plutôt à nous protéger. Après tout, la Syrie est en guerre, et une partie de notre territoire est occupé par l'ennemi."

Un mauvais service

Le colonel Ghazi Abu Akl, officier d'information de l'armée syrienne, qui semble entretenir d'excellents rapports personnels avec M. Totah et le rabbin Hamra, déclare : "La propagande et les pressions étrangères font vraiment du tort à ces gens. Auparavant, il n'y avait pas de problème, ce sont les Israéliens qui l'ont créé. En réalité, ils se servent des juifs qui vivent dans les pays arabes comme d'un instrument politique et d'un artifice pour détourner l'attention des mauvais traitements qu'ils infligent aux arabes dans les territoires occupés et de la discrimination dont les arabes et les juifs orientaux font l'objet en Israël même".

Aussi bien les juifs syriens que les fonctionnaires du gouvernement confirment que quelques juifs syriens, de même que quelques musulmans et chrétiens syriens ont été arrêtés pour avoir franchi illégalement la frontière ou pour avoir tenté de quitter le pays sans passeport.

"Nous faisons face à des problèmes de sécurité, et il y a constamment des agents ennemis qui cherchent à entrer dans notre pays et à en sortir. Evidemment, nous devons lutter contre une telle situation" dit le colonel Abu Akl.

"Tous ceux qui sont détenus, affirme M. Totah, ont enfreint la loi. C'est aussi simple que cela". Les allégations de torture ou de mauvais traitements sont rejetées de part et d'autre.

Cartes d'identité

Les juifs syriens sont porteurs de cartes d'identité indiquant leur religion et d'autres renseignements personnels. Les chrétiens et les musulmans ont des cartes identiques.

Le dernier recensement syrien montre que la population de la communauté juive de Damas est passée de 2 700 personnes en 1967 à 4 000 actuellement. Selon le gouvernement, 20 000 juifs ont quitté le pays entre la création d'Israël en 1948, et 1967.

Outre M. Totah et le rabbin Hamra, le Conseil de la communauté de Damas comprend un médecin, un tailleur et trois commerçants. Il gère un dispensaire, deux écoles et des programmes de protection sociale.

Ces écoles se conforment aux programmes d'études officiels établis par le gouvernement, qui, depuis que les écoles ont été nationalisées en 1967, doivent être obligatoirement suivis par toutes les écoles, y compris celles qui sont gérées

par les ordres religieux chrétiens, et elles donnent en plus des cours d'hébreu en vue des services liturgiques.

Sur un total d'environ 900 élèves qui fréquentent les deux écoles, une centaine sont musulmans ou chrétiens, dit le rabbin Hamra. "Plusieurs d'entre eux, ajoute-t-il, sont des enfants de Palestiniens arabes. Leurs familles pensent qu'ils ont de la chance d'être ici et non pas dans des camps de réfugiés exposés au froid ou à la faim".

Tribunal rabbinique

Un tribunal rabbinique est compétent en matière de mariage, de divorce et autres affaires civiles de la communauté. D'après M. Totah, aucune restriction n'entrave la liberté du culte ou liberté professionnelle. Il précise, citant les tous derniers chiffres, que la faculté de médecine de l'Université de Damas compte 12 professeurs juifs, et les étudiants juifs qui termineront leurs études cette année se répartissent comme suit : 4 en médecine, 9 en pharmacie, 2 dans les sciences commerciales, 2 en agriculture, 2 en littérature française, un en littérature anglaise et un dans le domaine technique.

Il y a actuellement à Damas cinq médecins juifs et quatre avocats juifs. Les commerçants juifs sont nombreux. Ils ont des magasins, des bureaux et des résidences dans toute la ville "bien que la plupart d'entre eux préfèrent vivre à proximité de nos écoles, de nos synagogues et de nos magasins d'alimentation kascher", précise M. Totah.

En théorie, les juifs sont astreints au service militaire. Dans la pratique, ils ne sont pas appelés à servir.

"Nous le regrettons, dit M. Totah. Le service militaire est une obligation nationale et non un privilège. Si j'avais un fils, je serais tout à fait prêt à le voir servir et à lutter, au besoin, contre Israël ou contre tout autre ennemi."

Texte intégral de l'article publié dans le journal belge
"LA LIBRE BELGIQUE" en date du lundi 27 décembre 1971,
sous les titres suivants :

CHEZ LES JUIFS DE DAMAS

"IL Y A BEAUCOUP D'EXAGERATION A NOTRE SUJET"
NOUS DECLARE LE CHEF DE LEUR COMMUNAUTE

(De notre envoyé spécial)

Il y a quelques semaines, la "Conférence internationale pour la délivrance des juifs au Moyen-Orient" diffusait des informations alarmantes sur le sort des juifs résidant en Syrie. Une conférence de presse était organisée à Paris, au cours de laquelle deux jeunes juifs - un garçon de dix-huit ans et une jeune fille de vingt-trois ans - affirmaient s'être évadés du pays. Ils ont voulu garder l'anonymat, leurs familles étant restées sur place.

Ces deux témoins racontaient que les quelque cinq mille juifs qui vivent actuellement en Syrie sont tous soumis à des lois spéciales, qu'ils ne peuvent s'éloigner de plus de cinq kilomètres de leur domicile, que leur carte d'identité porte la mention de leur origine, qu'ils sont l'objet d'arrestations arbitraires et de mauvais traitements, que les deux écoles juives existant encore sont contrôlées par les militaires, que les seules professions qui leur sont autorisées sont manuelles, bref qu'ils sont pratiquement tenus comme otages depuis la guerre de 1967.

Un de nos rédacteurs s'est rendu récemment dans le quartier juif de Damas où il a rencontré le chef de la communauté juive de la capitale syrienne. Voici son témoignage :

Des ruelles étroites et compliquées dessinent un labyrinthe inextricable entre les pétés de maisons. Des maisons qui sont vieilles, toutes de la même couleur sable, parfois très belles encore avec leurs loggias de bois, où, en ce début d'après-midi, quelques habitants contemplant l'heure de la sieste qui commence. Des habitants que rien ne distingue particulièrement, des gosses surtout qui, aux coins des ruelles, tiennent de brefs conciliabules puis s'éparpillent brusquement, comme une nuée de moineaux. Un quartier comme beaucoup d'autres dans cette ville tour à tour grouillante ou assoupie de Damas; le quartier juif.

Au bout d'une ruelle, une place grande comme un mouchoir de poche. Un vieux portail sculpté où, prévenu par les officiels syriens, nous attend M. Totah, le chef de la communauté juive de Damas. Son bureau est mal éclairé par deux fenêtres d'où l'on aperçoit une extraordinaire vieille cour du plus pur style arabe. M. Totah, le visage buriné, le sourire paternel, s'assied derrière son bureau, sous le portrait du général Assad, chef de l'Etat, commande le thé, sort un paquet de cigarettes,

nous dit dans un excellent français : "Soyez le bienvenu", nous demande qui nous sommes, d'où nous venons, puis se tait, attendant les questions.

Il y a un peu de flirt entre nous

- Quels sont vos rapports avec les Syriens d'autres confessions?

- Des rapports amicaux, qui n'ont jamais été affectés par les évènements.
Des rapports confraternels.

Un temps. Un large sourire :

- Il y a un peu de flirt entre nous.

Puis, à nouveau sérieux :

- Nous jouissons de nos droits religieux, sociaux, économiques. Bien sûr, il y a des mesures de sécurité, mais elles sont les mêmes pour tout le monde, parce que le pays a connu des circonstances difficiles. Mais nous n'avons jamais été visés spécialement. Le gouvernement nous protège plus que les autres. Il y a des zones militaires interdites et nous devons obtenir un permis, mais comme les autres Syriens.

- Et pour vous rendre à l'étranger?

- Là, les restrictions sont plus grandes pour nous, pour des raisons de sécurité. Mais nous pouvons aller à Beyrouth pour raisons de santé, par exemple.

- Et l'enseignement?

- Vous êtes ici dans une des deux écoles du quartier juif de Damas. Elle compte 480 élèves, dont 100 non juifs. Il y en a une autre, un peu plus loin, où 100 élèves sont inscrits. Nous suivons le programme officiel du ministère.

- Et l'université?

- Les universités nous sont grandes ouvertes.

M. Totah sort un petit carnet :

- Nous avons actuellement douze étudiants en médecine, neuf en pharmacie, trois en dentisterie, deux en commerce, deux en agriculture, trois en littérature française, trois en littérature anglaise et un polytechnicien.

- Trouvent-ils des débouchés?

- Nous travaillons librement. Nous avons des médecins qui sont très renommés ici. Nous avons des commerçants. Et je peux vous dire que les autres commerçants préfèrent traiter avec nous parce que nous sommes plus corrects.

- Beaucoup de juifs syriens ont quitté le pays?

- Oui, beaucoup d'entre nous ont émigré. Vous le savez nous sommes les juifs errants. Mais les événements n'ont pas spécialement accéléré ce mouvement. De tout temps, nous avons émigré, surtout vers les Etats-Unis. Et nous recevons des subventions de New York, envoyées par des juifs venus de Damas et d'Alep.

J'ai été reçu par le Président

- Vous ne faites pas de service militaire?

- Non, nous ne le faisons pas. Et moi, j'estime que c'est un tort et je l'ai déjà fait savoir. D'ailleurs, vous savez, je revendique, je suis intransigeant, j'ai des responsabilités et je réclame. Mais les portes nous sont ouvertes, dans tous les ministères. Récemment, j'ai été reçu par le président Assad.

- Et vos synagogues?

- Nous en avons quatorze à Damas. Elles sont toutes ouvertes au culte. Mais il n'y a pas beaucoup de pratiquants.

- Alors, ce qu'on raconte sur votre sort?

- Il y a beaucoup d'exagération à notre sujet. Beaucoup de fausses idées. Nous n'avons pas peur des musulmans à cause des circonstances politiques. Nous sommes protégés. J'ai des amis chrétiens et musulmans, autant et même plus que des amis juifs. D'ailleurs, il y a des musulmans qui habitent dans notre quartier. Et puis, il y a des juifs qui n'habitent pas dans le quartier juif. Comme, par exemple, le propriétaire du plus grand magasin de confection de Damas.

Nous le visiterons plus tard, ce magasin, dans la principale artère commerciale. En cette fin d'après-midi, les clients seront nombreux et le propriétaire très occupé. Il nous montrera, avec satisfaction, des chandails de fabrication anglaise qu'il vient de recevoir.

- Les affaires marchent?

- Oui, beaucoup mieux depuis un an.

Nous visiterons aussi une synagogue adjacente à l'autre école du quartier, sous la conduite du jeune rabbin de la communauté. Une synagogue minuscule, mais très joliment décorée où l'on nous montrera, avec respect, un rouleau des textes sacrés.

- Transcrits sur une peau de gazelle, précisera fièrement M. Totah.

On nous donnera enfin, en guise de souvenir, une petite nappe brodée maladroitement par une très jeune enfant de l'école. Une nappe où les animaux et les fleurs se bousculent, de toutes les couleurs.

Nous parlerons aussi des juifs à plusieurs habitants de Damas dont certains pas toujours très d'accord avec le régime actuel. Tous nous diront que les informations faisant état de mauvais traitements sont fausses.

N'oubliez pas que nous sommes en guerre

Quant aux officiels, ils ne nient pas les accusations d'un haussement d'épaule;

- Bien sûr, il y a des restrictions. Pour les juifs, mais aussi pour les musulmans. N'oubliez pas que nous sommes un pays en guerre. Et puis, nous voulons aussi protéger les juifs. Dans certaines régions du pays, dans les campagnes, il y a parfois un certain fanatisme à leur égard. Alors, nous devons les protéger. Sinon, ils sont libres. Libres de pratiquer leur religion, d'étudier, d'exercer un métier. Il n'y a que deux choses qu'ils ne peuvent pas faire : travailler dans l'administration ou s'engager dans l'armée.

- Il y a tout de même eu des arrestations.

- Mais oui, bien sûr. Mais elles ne visaient pas spécialement les juifs. Il y a un mois de juillet dernier, on a découvert en Syrie un trafic de devises. Vingt personnes ont été arrêtées, parmi lesquelles quatre juifs. Ces derniers ont été traduits devant un tribunal, comme les autres, avec les autres. On attend le verdict. Ils seront sans doute condamnés à la prison, comme les autres. Mais, vous savez, quand on nous accuse de les torturer, par exemple de les enduire de miel, puis de les faire piquer par des guêpes, c'est invraisemblable!

- Et les déplacements à l'étranger?

- Là, il y a évidemment des restrictions. Mais, encore une fois, nous sommes en guerre avec Israël et nous ne voulons pas que des jeunes juifs syriens aillent grossir les rangs de l'armée ennemie. C'est normal, non? Ceci dit, lorsque le motif est valable, les juifs peuvent aller à l'étranger. Récemment, l'un d'eux a obtenu l'autorisation de se rendre à Beyrouth pour se faire soigner.

- Sur la carte d'identité du juif n'y a-t-il pas la mention de son origine?

- Dans le temps, oui. Toutes les cartes d'identité portaient la mention de la religion du titulaire : musulman, chrétien ou juif. Depuis peu, il y a de nouvelles cartes et cette mention a disparu pour tout le monde.

On ne parle jamais d'eux

Libres, les juifs de Damas, ceux que nous avons vus, le sont apparemment dans les limites d'une situation politique et militaire qui est ce qu'elle est. Rien, dans leur quartier, ne permet de parler de ghetto. Pas un militaire, pas un policier, pas une barrière. Rien dans leur regard ne trahit la crainte. Et si l'on regarde ici l'Européen, c'est avec la même curiosité que dans les souks ou n'importe où ailleurs dans la ville, à cette époque où le touriste est rare.

Parfois, au fil d'une conversation, le ton monte un peu :

- C'est fantastique. Quand un juif est arrêté ici parce qu'il a commis tel ou tel délit, chez vous, en Europe, on fait toujours beaucoup de bruit. Mais combien y a-t-il d'arabes dans les prisons israéliennes? Quinze cents? Deux mille? Et qui, en Europe, s'en soucie? On ne parle jamais d'eux.

Robert VERDUSSEN

LE DIRIGEANT DE LA COMMUNAUTE JUIVE DE DAMAS EST OPTIMISTE ET DECLARE
QU'ON EXAGERE LES DIFFICULTES

par Marvine Howe

Correspondant spécial du New York Times

Damas (Syrie) - Les dirigeants de la minorité juive en Syrie espèrent que la nouvelle libéralisation du régime syrien leur apportera une liberté accrue.

Selim Totah, le dirigeant de la communauté juive de Damas dit qu'il a lancé un appel au gouvernement pour qu'il supprime les restrictions qui affectent les déplacements des juifs à l'intérieur du pays et pour qu'il libère les juifs arrêtés pour avoir tenté de quitter la Syrie illégalement.

Alors que les juifs syriens espèrent une amélioration de leur sort, une vaste campagne est menée à l'étranger pour appeler l'attention de l'opinion publique mondiale sur leur situation difficile. Le régime de Damas a été accusé de persécuter les juifs, notamment dans la presse israélienne, française et américaine.

"Dans la presse, notre situation est très exagérée" dit M. Totah dans une interview et il ajoute que la campagne actuelle contre la Syrie "est une question d'intérêt international". Interrogé sur les allégations d'oppression, il répond "nous n'avons connaissance d'aucun incident grave".

M. Totah, homme d'une soixantaine d'années qui est importateur-exportateur, accueille les visiteurs dans son modeste bureau situé à proximité de la synagogue de Haret el Yahud, le vieux quartier juif. La présence de fonctionnaires des ministères des affaires étrangères et de l'information ne semble pas le gêner et il répond sans hésitation en français et en arabe - il parle les deux langues couramment - aux questions des journalistes.

Il souligne que "les relations les plus amicales, voire fraternelles, existent entre les juifs et les arabes à Damas", mais il admet ouvertement l'existence de certains problèmes. "Nous jouissons de la liberté civique et religieuse", déclare M. Totah, "mais nous voulons la liberté absolue".

Rencontre avec le Président

Il dit que les dirigeants de la communauté juive ont soulevé la question des restrictions à la liberté de déplacement lors d'une entrevue avec le Président de la Syrie, le général Hafez al-Assad, qui a eu lieu pendant les célébrations marquant le premier anniversaire du régime - le général Assad ayant pris le pouvoir en novembre 1970.

"Le président Assad nous a dit qu'aucune loi qui ne s'appliquait pas à d'autres citoyens syriens ne nous serait appliquée", indique M. Totah, qui interprète cette déclaration comme annonçant la fin des restrictions sur les déplacements. A présent, les juifs doivent obtenir une autorisation pour se rendre d'un district dans un autre.

La raison officielle de cette mesure est "la nécessité de protéger les juifs contre la population fortement antisioniste".

Lors de la rencontre avec le Président, les dirigeants de la communauté juive l'ont prié de se montrer clément à l'égard d'une douzaine de juifs arrêtés récemment pour avoir tenté de quitter le pays sans passeport. D'après M. Totah, la communauté n'a pas eu de contacts avec les prisonniers et ne sait pas comment ceux-ci ont été traités.

"Le Président a dit qu'il s'occuperait de cette question", déclare M. Totah. "Nous espérons qu'ils seront libérés d'un jour à l'autre". Le principal problème pour les juifs syriens, c'est de ne pas être autorisés à se rendre à l'étranger. Un intellectuel juif, qui a demandé que son identité ne soit pas révélée, dit "Nous sommes comme des otages. Tout va bien actuellement, mais il est impossible de savoir ce qui pourrait se passer si Israël attaquait la Syrie".

A présent, les dirigeants syriens sont intransigeants sur cette question : les juifs ne peuvent pas être autorisés à émigrer. "La Syrie est en guerre avec Israël, déclare Abdallah Khani, ministre adjoint des affaires étrangères, et nous ne pouvons pas permettre à nos citoyens de partir pour aller grossir les rangs de l'armée israélienne".

Dans l'attente d'une attaque israélienne

M. Khani a déclaré, au cours d'une interview, qu'il pensait que la campagne internationale actuelle avait pour but "de préparer l'atmosphère en vue d'une attaque israélienne contre la Syrie". Plusieurs autres hauts fonctionnaires ont exprimé la même opinion, à savoir que l'on montait la question juive en épingle, afin de susciter dans le monde de l'hostilité à l'égard de la Syrie.

"Il y a chez nous plus de 100 000 réfugiés syriens des hauteurs de Golan et 250 000 réfugiés palestiniens, mais la presse occidentale ne se préoccupe que du sort de 4 000 juifs", constate amèrement un fonctionnaire du Ministère de l'information.

Cependant, M. Totah explique autrement la publicité donnée aux juifs syriens. "C'est tout à fait naturel, maintenant qu'il n'y a plus de juifs en Jordanie, qu'il n'y en a plus guère en Irak et au Liban - ce n'est plus qu'en Syrie qu'il existe une communauté juive importante. Nous avons du poids. On pense que nous sommes importants".

Malgré les restrictions sur les déplacements, l'importance de la communauté juive syrienne ne cesse de diminuer. Il y a actuellement, selon M. Totah, 3 000 juifs à Damas, 1 000 à Alep et 300 à Kamichilie. Plus de 20 000 ont quitté le pays entre 1948 et 1967.

Deux écoles dans le quartier

Pour quelqu'un qui vient de l'étranger, les juifs de Damas semblent s'accommoder au mieux de leur situation difficile. Il n'y a pas d'état d'alerte spécial ni de surveillance particulière de la police dans le quartier juif, où de nombreux chrétiens et musulmans, y compris des Palestiniens, vivent paisiblement avec les juifs. Les commerçants juifs regardent les étrangers qui viennent au quartier avec curiosité, mais sans crainte.

La communauté juive gère deux écoles dans le quartier, qui comptent au total 900 élèves. L'une est financée par l'Alliance israélite universelle de Paris et l'école Ben Maïmoun, située à proximité, bénéficie de l'aide de juifs des Etats-Unis, qui envoient chaque mois 1 400 dollars pour l'école et 2 200 dollars à la communauté pour le dispensaire, le tribunal, l'octroi de bourses d'études et la constitution de dots.

Les écoles suivent les programmes d'études du gouvernement, et enseignent l'hébreu liturgique, dit M. Totah. "Nous parlons l'arabe à la maison parce que nous sommes des citoyens arabes, par la grâce de Dieu", dit-il.

Il y a 34 étudiants juifs à l'Université de Damas - 13 en médecine, 9 en pharmacie, 4 en médecine dentaire, 2 dans la branche commerciale, 2 en agriculture, 3 en littérature et un dans le domaine technique - et ils n'ont aucune difficulté à trouver un emploi, souligne M. Totah.

Il existe 14 synagogues à Damas, qui sont toutes ouvertes, mais il y a "très peu de juifs pratiquants" dit-il. Le Grand Rabbin a 95 ans et il est souffrant. Il y a deux autres rabbins et 12 sont actuellement en train d'être formés.

Plusieurs hommes d'affaires juifs ont quitté la vieille ville et ont ouvert des bijouteries, des parfumeries, des merceries et des pharmacies dans le nouveau quartier. Plusieurs commerçants ont tiré parti de la libéralisation économique récente et ont ouvert des magasins de produits importés, lesquels étaient pour ainsi dire inexistantes avant l'arrivée au pouvoir du général Assad.
